

AUXONNE-PONTAILLER-SUR-SAÔNE

L'intercommunalité met fin à la gratuité de ses composteurs



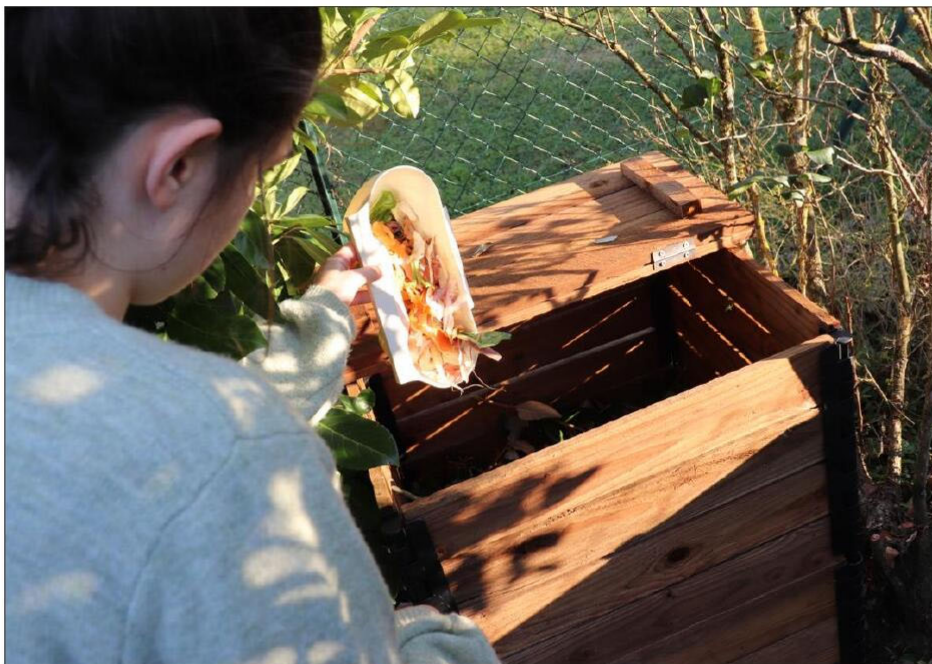
Depuis 2013, la communauté de communes CAP-Val de Saône distribue gratuitement des composteurs aux habitants qui en font la demande. Dès le 1^{er} janvier 2022, ils seront facturés 30 €, pour « mieux responsabiliser les usagers ».

Les composteurs gratuits, c'est fini. Jeudi 7 octobre, les élus de la communauté de communes Auxonne-Pontailleur (CAP)-Val de Saône ont décidé, à l'unanimité, de facturer au prix de 30 € les composteurs que la collectivité propose aux habitants du territoire depuis 2013, dans le cadre de sa politique de réduction des déchets.

Ce qui ne change pas, en revanche, c'est que la remise d'un composteur se fera sous réserve de participer à un atelier de formation en présentiel ou par vidéo. Une charte rappelant les coordonnées de l'acquéreur et ses engagements envers la collectivité devra également être signée.

Une meilleure garantie pour la collectivité

« Le fait de payer va montrer la volonté de l'usager de s'engager véritablement dans cette démarche, et il sera plus respectueux du matériel », a justifié Maximilien Arousseau, conseiller communautaire délégué à l'environnement et aux déchets, rappelant



Les composteurs étaient jusqu'alors fournis gratuitement par la communauté de communes. Photo LBP/F. S.

les différentes problématiques rencontrées jusqu'à présent, comme « la difficulté de suivi » et « le peu de soin apporté au matériel, régulièrement retrouvé en déchèterie ou déclaré cassé ». Le maire des Maillys a également expliqué que « le but n'est pas de faire baisser le compostage, bien au contraire, mais d'être plus sélectif afin de mieux accompagner les personnes volontaires, notamment grâce à une chargée de mission qui a été recrutée ».

« Le fait de payer met les gens devant une responsabilité », a complété la présidente, Marie-Claire Bonnet-Vallet. « La gratui-

té peut engendrer parfois [le fait] que les personnes ne s'en servent plus au bout de quelques mois et qu'il n'y a pas de continuité dans la démarche de réduction des déchets. »

Un coût devenu trop lourd à supporter

Cette décision a également des raisons budgétaires, comme l'a indiqué Maximilien Arousseau : « Jusqu'en 2017, nous avions bénéficié de subventions de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Si l'on ne change rien, on

“ Le fait de payer va montrer la volonté de l'usager de s'engager véritablement dans cette démarche, et il sera plus respectueux du matériel. ”

Maximilien Arousseau, conseiller communautaire délégué à l'environnement et aux déchets



n'aura pas les moyens de distribuer autant de composteurs, en raison du coût ». Chacun de ces

composteurs en bois de 303 litres coûte 50 € à la collectivité. En 2019, 200 ont été distribués, en 2020, une centaine, et de mars à juin 2021, une cinquantaine.

À titre de comparaison, il a été rappelé les prix des composteurs identiques vendus dans le commerce, qui s'élèvent de 80 € à 130 €, ainsi que ceux pratiqués par les territoires voisins : 15 € dans la Plaine dijonnaise, 10 € sur le territoire des Rives de Saône et 35 € dans les communes dépendant du Smom (syndicat mixte des ordures ménagères) d'Is-sur-Tille.

Fabrice SIRLIN

Les biodéchets, un enjeu d'avenir

En marge du vote concernant la tarification des composteurs, les élus communautaires ont évoqué les futures contraintes qui s'imposeront à la collectivité dans les prochaines années pour la collecte des biodéchets, qui représentent plus de 30 % du volume total des déchets collectés dans les ordures ménagères. « Au niveau du compostage, nous devons monter en puissance, car le 1^{er} janvier 2024, nous serons obligés de trier les biodéchets. »

“ Au niveau du compostage, nous devons monter en puissance, car le 1^{er} janvier 2024, nous serons obligés de trier les biodéchets. ”

Marie-Claire Bonnet-Vallet, présidente de la communauté de communes CAP-Val de Saône

« Le fait de payer met les gens devant une responsabilité », a complété la présidente, Marie-Claire Bonnet-Vallet. « Soit ils devront être mis dans des composteurs, soit dans des points d'apport volontaire, soit enlevés à domicile. Il faudra trouver une solution. »

« Dans les villes, par exemple, les points d'apport volontaire peuvent être intéressants, mais il faudrait bien réfléchir à leur lieu d'implantation, [et] aussi se mettre en accord sur la communication et la pédagogie », a estimé Jacques-François Coiquil, maire d'Auxonne.



La mise en place de points d'apport volontaire pour le compost peut être envisagée sur le territoire. Photo archives LBP/Bruno SYLVESTRE

Par ailleurs, la communauté de communes devra composer avec une forte augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), impactant le coût de l'enfouissement et de l'incinération des déchets.

50 €

C'est le coût pour la communauté de communes de chaque composteur en bois de 303 litres.